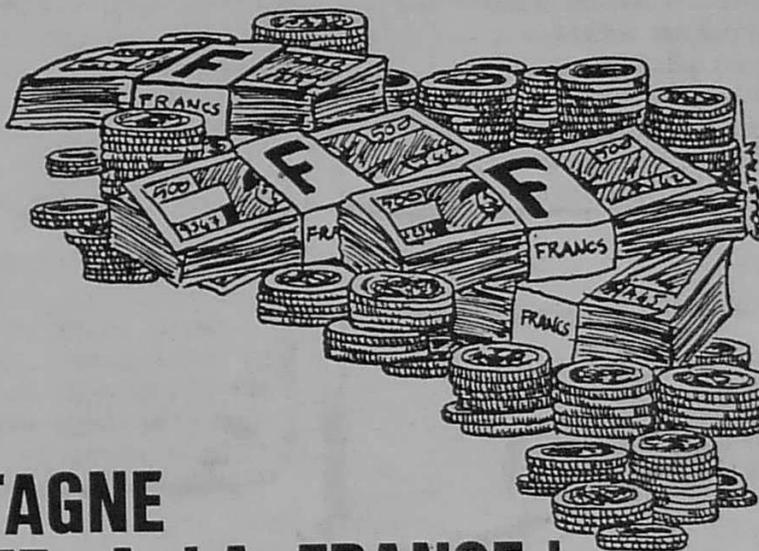




nac'h sentin

revue du Mouvement Indépendantiste Breton

PROCES DE RENNES : 61 000 F ...



LA BRETAGNE RAPPORTE A LA FRANCE !

SOMMAIRE

- page 3: tiers-monde et bretagne
- page 6: nukleel
- page 13: lait : égalité variable
- page 15: big brother (once again!)
- page 17: procès
- page 18: brèves

le m.i.b. - nac'h sentiñ communique...

Après la réunion de sa commission Agriculture - agroalimentaire, le M.I.B. nac'h sentiñ se réjouit de la création d'une Confédération Paysanne de l'Ouest, qui prouve que des rapprochements impossibles au niveau hexagonal peuvent se faire au niveau de la Bretagne.

L'évolution va ainsi vers une structure beaucoup plus proche des réalités agricoles bretonnes, mais cela reste encore insuffisant. En effet, pour le M.I.B. nac'h sentiñ, il faut un véritable Syndicat Pluraliste National Breton, afin de créer une force d'opposition à la Politique Agricole Française et qui porte directement à Bruxelles les revendications bretonnes.

De plus, le M.I.B. nac'h sentiñ s'étonne du silence de ces paysans progressistes qui ne dénoncent pas le lobby céréalier français, et qui n'essaient pas de mettre en place des rapports commerciaux équitables entre pays en voie de développement, producteurs de PSC et éleveurs bretons.

Le M.I.B. nac'h sentiñ s'élève aussi contre le décret prévu qui rétablirait le scrutin majoritaire dans les chambres d'agriculture. Une telle politique vise à priver de leur droit de regard et d'expression les syndicats paysans non-majoritaires et progressistes.

Notre camarade Serj GOGLIN ayant été condamné, entre autre, à quatre mois de prison avec sursis - peine inscrite au casier judiciaire -, il ne peut, selon un décret, conserver son statut de fonctionnaire aux PTT. Cette condamnation, qui pourrait paraître à certains comme étant peu sévère, signifie, à terme, la REVOCATION pour notre compatriote. Cette atteinte d'une cour de "justice" à la vie professionnelle d'un militant indépendantiste breton est pour le moins sournoise.

Serj a donc, en accord avec Me TINIERE son avocat, décidé de faire appel à la décision du tribunal.



Le M.I.B. nac'h sentiñ proteste contre l'interpellation, la déportation et la condamnation à six mois de prison ferme de Frédéric ORIACH, militant anti-impérialiste dont le seul tort est d'oser clamer, haut et fort, ce qu'il pense de la France et de son action dans le Monde.

Il est clair, qu'à court de "méchants terroristes" basques ou corses, et n'ayant plus d'opposant puissant, la France s'acharne contre des militants révolutionnaires, dont F. ORIACH. Cette recherche systématique d'un bouc-émissaire rappelle étrangement la démarche adoptée par les régimes fascistes.

Cette politique s'inscrit, par ailleurs, parfaitement dans celle de l'OTAN visant toute dérive progressiste et/ou nationaliste en Europe.

Le M.I.B. nac'h sentiñ s'insurge aussi contre la politique française qui vise à interdire la présence de militants politiques révolutionnaires sur le territoire national breton.

**libérez
frédéric oriach**

militant anti-impérialiste,



ami des bretons

otage de la france!

EDITORIAL:

idéologies

Il nous arrive, comme à toute organisation politique, d'avoir en notre sein des discussions d'ordre idéologique : "quelle société pour le Peuple Breton ?"

Ce qui, par contre, nous différencie de la tradition politique bretonne de l'Emsav, c'est que, plus travailleurs-militants qu'idéologues, nous considérons que ces discussions sont moins importantes, à l'heure actuelle, que les strictes réalités bretonnes.

Cela nous apporte d'avantage d'efficacité et plus de pragmatisme, aussi est-il étonnant que certains veuillent avec tant d'insistance étiqueter le M.I.B. nac'h sentiñ.

En tant qu'indépendantistes, il est normal que nous cherchions à vouloir instaurer en Bretagne des relations équitables entre Bretons !

Quand on aime son Peuple, on ne souhaite pas pour lui un système inique, autoritaire ou esclavagiste. Ceci dit, notre pragmatisme révolutionnaire nous intime l'ordre de ne pas entrer dans des débats stériles, propres à ces marginaux et piliers de bistrot à leurs "responsables", qui ne connaissent du monde du travail que les murs des usines ou des bâtiments d'élevage.

Notre nationalisme de travailleurs bretons, donc deux fois opprimés, nous amène à combattre pour maintenir coûte que coûte l'Outil de Travail National Breton et le capital qui s'y rattache.

Quel que soit le cadre dans lequel se développera l'Indépendance Bretonne, quelles que soient nos convictions personnelles, il faudra ce jour là que nous ayons un capital pour le Peuple Breton, et non pas des ruines sur un désert (cf. le Trégor, St.Nazaire, le Centre Bretagne).

Aussi, que ces gens cessent de nuire au M.I.B. nac'h sentiñ et autres organisations bretonnes dont l'intégrité ne peut être mise en doute, en donnant des étiquettes idéologiques au risque de marginaliser notre combat, et que ceux-ci quittent donc le bord de leur comptoir ou leur fauteuil moelleux pour retrousser leurs manches et créer des entreprises bretonnes dans l'intérêt du Peuple Breton et de ses travailleurs !

BEVET BREIZH DIEUB !

M.I.B. nac'h sentiñ



TIERS-MONDE ET BRETAGNE

Rapports Nord-Sud, Tiers-mondisme, F.M.I. (Fond Monétaire International), banques mondiales, O.C.D.E. (Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques), productions vivrières, d'exportation, balance commerciale... autant de termes, sigles et mots qui sont à l'origine des grands débats d'aujourd'hui sur les relations économiques internationales. La Bretagne qui, comme nous l'avons vu dans les précédents numéros de Nac'h Sentiñ, est d'abord, et avant tout, un pays caractérisé par son Agriculture et son Agro-alimentaire, et étant donc appelée à exporter beaucoup, n'est pas à l'écart de ces grands échanges internationaux. Ils nous faut donc analyser cette question et tirer de cette analyse une position lucide.

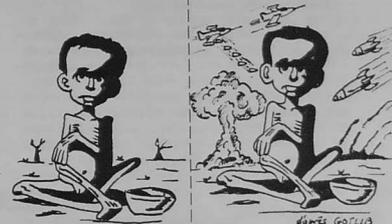
tiers-mondisme

Les mouvements tiers-mondistes dénoncent l'exploitation des pays du Tiers Monde en s'attachant au fait que les pays développés exploitent ceux-ci en achetant leurs productions qui se développent alors au détriment des productions vivrières. Il en est ainsi du soja, du café, cacao, coton qui occupent des surfaces de plus en plus importantes. Les mouvements français tiers-mondistes, où le P.S. est omniprésent, s'acharnent particulièrement à dénoncer l'agriculture bretonne comme étant une agriculture exploitant le tiers-monde, nous verrons dans cet article les côtés volontairement incomplets de leur analyse.

Les discours pseudo-tiers-mondistes sont encore plus hypocrites. Le ministre français de l'agriculture F.GUILLAUME en est le plus bel exemple : "puis que le Tiers Monde meurt de faim, exportons nos excédents, nous ferons ainsi une oeuvre humanitaire !!!". Ces aides alimentaires font, en fait, trop souvent chuter les prix dans ces pays (cf. le millet) et créent une véritable dépendance - accoutumance. Au lieu d'échanges Nord-Sud, c'est en fait une réelle asphyxie de leur économie que provoque l'Occident. Car, si tout pays se doit d'exporter et d'importer, cela devrait pouvoir se faire dans le respect de certaines règles. Comme ce n'est pas le cas, on est dans une situation où l'on agit un état de fait sans expliquer les raisons.

Ainsi, quand on parle du Niger, du Mali, de l'Ethiopie, aux gens de la rue, ils vous diront que ce sont là de vastes déserts, des pays plus pauvres encore du fait de la sécheresse. Et les médias, de nous montrer des enfants squelettiques au ventre rebondis du fait de la dysenterie. Nous ne nions pas ces faits, bien au contraire, mais il faut savoir prendre en compte toutes les données du problème.

La sécheresse n'aurait pas eu les conséquences que nous savons sur les populations si, dans ces zones sinistrées, il n'y avait eu la guerre. Ainsi, en 1985, la dette civile de l'Ethiopie était de 2milliards \$ et la dette militaire entre 2,5 et 4 milliards \$!



ATTENTION, UNE REALITE PEUT EN CACHER UNE AUTRE!

Les conflits avec les divers mouvements armés empêchent ainsi toute amélioration durable de la situation éthiopienne. Quant au Soudan, une démocratie parlementaire a mis fin au régime militaire de Nimeyri, mais les oppositions ethniques ou religieuses entretiennent l'état de guerre au Sud.

La menace de la famine persiste toujours et s'accroît car le FMI n'a pas accordé son aide en 1986 au Soudan, celui-ci ayant refusé le plan d'austérité demandé par le FMI.

Les USA restent le principal bailleur de fonds malgré ses irritations face à un rapprochement Soudano-Lybien et à une volonté de non-alignement qui amène le Soudan à coopérer aussi bien avec l'URSS, que la Chine ou la CEE.

Tous ces conflits nuisent, bien sûr, aux objectifs de développement agricole. Ainsi, l'Ethiopie a comme objectif l'installation de 200 000 familles sur 300 000 ha. de terres (on ne peut s'empêcher de faire le parallèle avec le Nicaragua qui ne peut mener à bien son projet de REconstruction Nationale étant obligé d'investir dans la lutte contre les mouvements armés soutenus par les USA).

Avec le retour des pluies, le Niger a eu une bonne récolte céréalière (1,8 millions de tonnes), surtout du mil dont les cours se sont effondrés et les pâturages presque restaurés sont restés sous-utilisés, 5 % du cheptel ayant été abattu en 1984. L'objectif actuel est donc de recréer le cheptel et développer l'agriculture.

La Somalie, le Soudan, l'Ethiopie, le Niger... tous ces pays ont eu en 1985 des pluies qui leur ont permis de relancer l'agriculture. Mais il y a eu des chutes vertigineuses des prix, accentuées par l'exportation massive de céréales des pays occidentaux qui cherchaient à désengorger leurs stocks en bradant leur marchandise

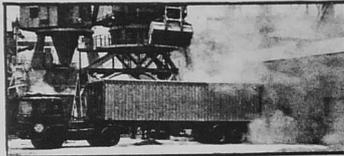
dépendance forcée

L'impérialisme des pays Occidentaux, comme on peut le voir à travers cette étude succincte, opère comme bon lui semble sur l'économie de tous ces pays. D'un côté il les "aide" avec le FMI (qui est ni plus ni moins que de l'argent des banques mondiales du système capitaliste), et d'un autre côté, l'occident les exploite en fonction des intérêts des multinationales en achetant à des prix dérisoires leur café, cacao, coton, thé et autres minerais. Les plans d'austérité imposés par le FMI provoquent des révoltes populaires et des mouvements de libération armés, souvent progressistes, qui nécessitent pour les pouvoirs en place des moyens militaires importants, où les USA, la France et l'Angleterre sont les principaux vendeurs d'armes et se font un plaisir d'exporter.

Dans les pays progressistes, par contre, des mouvements armés se créent le plus souvent sous l'entière responsabilité des USA.

Mais l'argent qui pourrait être réinvesti dans l'agriculture est trop souvent utilisé à des fins militaires et le FMI impose à ces pays des mesures d'austérité insupportables pour les populations.

D'autre part, le prix de leurs productions est imposé par l'Occident. Ainsi, les cours du coton s'effondrent, le cours du café "fluctue", ailleurs c'est celui du cacao ou de tel ou tel minéral. Ce qui est vrai pour l'Afrique est aussi vrai pour l'Amérique du Sud. Là-bas, c'est le tourteau de soja qui est acheté par les multinationales US à 0,17 F le Kg pour être revendu 1,70 F aux agriculteurs européens ! Il en va de même avec le manioc pour l'Asie du Sud-Est.



Dechargement de tourteaux de soja au port de commerce de Lonent

pays	import*	export*
Ethiopie	937	387
Niger	354	223
Soudan	771	374
Somalie	378	105
Burkina	272	66
=====		
Paraguay	442	304
Nicaragua	813	298

*en million \$

tiers-monde et indépendantisme

Les raisons des famines et des crises économiques dans les pays du Tiers Monde sont multiples. Mais l'impérialisme occidental est le facteur principal de déstabilisation, tant politique, que sociale et économique. Par un achat ridiculement bas de leurs productions, autant que par des envois massifs, sous forme d'"aides", l'Occident asphyxie le Tiers Monde.

On ne peut réduire les rapports Nord-Sud à un cliché simpliste du style "manioc pour cochons bretons = famine du Tiers Monde" ! La gauche française qui utilise ce discours "oublié" les exportations massives d'armes "made in France" dans ces pays et le fait que, par habitant, la France est le premier exportateur d'armes au monde.

Pour nous, indépendantistes bretons, il est déshonorant que nos 3 500 000 compatriotes soient inclus dans ce chiffre. Ce que nous proposons, c'est d'établir entre notre Peuple et les Peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud des échanges DIRECTS et EQUITABLES.

Nous pouvons nourrir nos animaux en complétant nos aliments avec du manioc, nous pouvons boire du café sans remord, manger du cacao sans honte, à condition de les acheter à des prix honnêtes. Nous pouvons vendre notre savoir, nos reproducteurs, nos produits spécifiques,

nos bâtiments d'élevage, certains produits élaborés et créer ainsi des échanges harmonieux. Les riches exploitants céréalières français nous intéressent bien moins qu'un paysan du Niger ou du Nicaragua.

Quant à certains pays comme la Thaïlande (bangkok), si des milliers d'enfants y meurent de faim, ce n'est pas à cause de l'exportation du manioc, mais plutôt par la faute d'un régime dictatorial et inique qui est le premier exportateur de riz au monde (vers le Japon) et qui se permet, avec ces devises, d'acheter de l'armement américain, et, pour une élite, de vivre somptueusement avec la haute finance japonaise et américaine.

Une Bretagne Indépendante se devra, nous en sommes persuadés, de tout mettre en oeuvre pour créer directement avec ces peuples des échanges économiques équitables.

C'est un combat systématique contre les impérialismes, qu'ils soient étatiques (de l'Est) ou multinationaux et étatiques (de l'Ouest), c'est par un éclatement des états impérialistes, grâce à l'indépendance des dizaines de peuples colonisés (pour nous, bretons, par la rupture avec la France) que nous créerons les bases de ces nouveaux échanges.

"Nos pays ont des économies faussées par la politique impérialiste qui a développé anormalement les branches industrielles ou agricoles de façon à ce qu'elles deviennent complémentaires des économies complexes des impérialistes."

E. Che Guevara



NUKLEEL

Nous évoquions dans le dernier numéro de Nac'h Sentiñ les grandes manoeuvres autour du site de la future centrale du CARNET. Dans un passé encore récent, nous nous souvenons des menaces dont ont fait l'objet PLOUEZEC ou ST.JEAN DU DOIGT, et des titres assez fréquents dans nos quotidiens nous rappellent sans cesse la volonté du pouvoir français d'imposer une, voire deux centrales nucléaires sur le TERRITOIRE NATIONAL BRETON. Débat incessant et incessamment relancé, le nucléaire est désormais soutenu par tous les grands partis français, et les Bretons se trouvent livrés à eux mêmes dans la défense tant matérielle, qu'intellectuelle, de leur sol contre l'offensive du lobby nucléocrate. C'est ce à quoi prétend modestement cet article.

Pour mieux soulever les incohérences et méfaits en tout genre du nucléaire, nous le considérerons principalement là où il se trouve déjà implanté.

Car il ne faut pas s'y tromper, le raisonnement fallacieux des pro-nucléaires bretons arguant du problème de l'indépendance énergétique de la Bretagne croupion - est-il besoin de rappeler que

la france au livre des records

Première objection au nucléaire, usitée, majeure, incontournable et mille fois répétée pour cette raison, le danger que représente toute installation nucléaire. Les multiples incidents signalés dans les centrales françaises depuis TCHERNOBYL (tiens, tiens...), pourraient bien se transformer un jour en accident. Ajoutons à cela qu'il n'y a pas de nucléaire civil sans nucléaire militaire et qu'une centrale peut, dans un conflit, se transformer en objectif militaire (cf. la guerre IRAN-IRAK). Autant de raisons pour que nous n'en voulions pas chez nous.

Les autres pays ne s'y sont pas trompés, jugeons en : certains pays ont tout bonnement renoncé à l'option nucléaire (Autriche), d'autres ont comprimé leur programme, les U.S.A., par exemple, n'ont pas commandé de réacteur depuis 1974, la R.F.A. et la Grande-Bretagne depuis 1981. La Suède a définitivement gelé son programme à partir de 1980 et décidé de démanteler avant 2010 douze réacteurs actuellement en service. La Finlande, les Pays-Bas, la Turquie hésitent sur la conduite à suivre. Tandis qu'en 1974, 87 centrales avaient été commandées dans le monde, on en comptait 9, à peine, en 1986. Depuis le premier choc pétrolier 153 commandes de réacteurs ont été annulées dont 122 aux U.S.A.

la Bretagne historique, la seule, est auto suffisante en production électrique - ne vise, sous son déguisement, que les desseins de la politique française. C'est pourquoi, considérant cette politique et ses résultats, nous contribuons à replacer leurs arguments et leurs désirs dans leur vrai contexte, tout en dénonçant les prolongements qu'ils ne manquent pas d'avoir chez nous.

Plus grave encore pour les nucléocrates, l'accident de THREE MILES ISLAND en 1979 et celui de TCHERNOBYL en 1986 ont secoué les opinions publiques. C'est ainsi qu'en France, une enquête confidentielle commandée à la SOFRES par EDF et la COGEMA a révélé que le pourcentage des hexagonaux favorable au développement de l'énergie nucléaire est tombé de 62 à 51 % entre Décembre 1985 et Juin 1986 alors que dans le même temps, le nombre d'opposants a bondi de 35 à 47 %.

Nous ne connaissons pas les chiffres équivalents se rapportant à la Bretagne, mais ne doutons pas qu'ils soient égaux et même supérieurs, si l'on en juge par les événements et la mobilisation passée et présente de notre Peuple contre le nucléaire.

Malgré tout cela, la France, bien que l'ayant ralenti, s'entête dans la poursuite de son programme. Outre les 35 centrales en fonctionnement et les 21 en construction qu'il y avait en 1985, il faut considérer le taux de pénétration du nucléaire dans la production d'électricité : 70 % record mondial à comparer aux 18 % de moyenne de l'OCDE.

On peut douter un peu plus de l'opportunité de ce choix à un moment où l'OPEP ne fait plus le jeu sur le marché pétrolier. Le cartel des producteurs ne détient plus, en effet, que 30 % du marché contre 53 % au début des années 70. Ses capacités de production ne sont plus employées qu'à 40 %. Tout ceci conduit à une chute des cours du brut peu favorable à l'électricité, que l'OPEP ne parvient pas à enrayer, et rend les pétroliers plus agressifs sur un marché de l'énergie plus concurrentiel que jamais.

Ajoutons que selon une étude sur un modèle simulant l'économie française si elle avait suivi depuis 1973 la même politique énergétique que les membres de l'OCDE, la facture énergétique de la France aurait augmenté au pis de 6 milliards de francs tandis que la consommation d'énergie primaire aurait été de 13 % inférieure à ce qu'elle fut réellement en consommant 24,6 millions de TEP d'uranium en moins.

pénalisation économique

Une autre objection au nucléaire en est le coût extrêmement élevé. Rappelons qu'une estimation de 1984 sur le coût de deux tranches de 1300 MW, comme cela est réclamé en Bretagne croupion, en évalue le montant à 20 milliards de francs investissement qui selon les écologistes permettrait de créer environ 20 000 emplois dans les domaines des économies d'énergie et des énergies renouvelables. En outre, cette évaluation pourrait bien s'avérer insuffisante : malgré près de 50 réalisations, EDF n'aurait pas réussi à imposer à ses fournisseurs le principe d'une diminution régulière du coût de chaque tranche, comme aurait dû l'autoriser l'effet de série en régime capitaliste.

Le ralentissement prévu du programme nucléaire français devrait, par ailleurs, selon un rapport du Bureau d'Informations et de Prévisions Economiques (BIFE) pour le plan, entraîner une augmentation des coûts de l'ordre de 30 % par Mégawatt installé. Pour l'avenir, les tendances à la hausse l'emporteraient sur les facteurs de baisse : régression relative de l'hydraulique, peu coûteux et largement amorti, intégration d'un boulet dispendieux, SUPERPHENIX, suréquipement de 10 à 15 réacteurs - nous y reviendrons - qui amènera à amortir le capital plutôt sur 4500 heures que sur 6500 heures (hypothèse de base du dossier électronucléaire au moment de la conception et du lancement du programme), pénétration ralentie de l'électricité sur les marchés thermiques qui représentent actuellement plus de 80 % des ventes.

Le jeu en vaut-il vraiment la chandelle, si l'on considère que, d'après

les écologistes, le nucléaire accapare 70 % des investissements pour produire 20 % de l'énergie finale, l'électricité ayant une efficacité deux fois moindre que celle du charbon et du pétrole et trois fois moindre que celle du gaz. Si l'on considère d'autre part qu'EDF est aussi endettée que l'Algérie ou le Venezuela, la première compagnie d'électricité mondiale a, de ce fait, recours à l'emprunt pour se financer, ce qui aurait, selon certains économistes, un effet d'éviction sur le marché des capitaux non extensible où les industriels non prioritaires sont confrontés à un crédit plus rare et plus cher. Ceci a permis de constater que le rythme d'investissement dans l'industrie croît à l'inverse du rythme d'investissement dans l'énergie.

Inquiétant dans une certaine mesure, quand on se souvient qu'à de multiples occasions, l'argument, sinon le chantage, avancé par les chambres de commerce demandeuses de nucléaire en Bretagne,



atome et Alstom, les constructeurs de centrales ou les sociétés d'exploitation d'uranium - suivez mon regard - ni même les bénéfices du Trésor Public qui encaissent la TVA à tous les stades de la produc-

bretagne électro-colonie

Ainsi, pour préparer le terrain, le projet d'usine marémotrice de la baie du Mont Saint Michel a été abandonné par l'état et la région qui, par ailleurs, ont refusé de maintenir en réserve la centrale de Nantes-Cheviré - tiens, encore une centrale bretonne -, poussant de la sorte la Bretagne dans une situation justifiant un peu plus leurs arguments, tandis qu'EDF mène sa campagne "toutélec".



D'autre part, à l'examen de la répartition énergétique en Bretagne, on s'aperçoit (recensement de 1982) que près de la moitié des ménages bretons utilisent le fioul comme mode de chauffage, la proportion atteignant les deux-tiers dans les maisons individuelles, ou encore, que le bois est employé dans de nombreuses zones rurales de la Bretagne centrale et dans une grande partie des départements de l'Ile et Vilaine et de Loire Atlantique, tandis que l'hyperpénétration de l'électricité, c'est à dire supérieure d'au moins 50 % à la moyenne hexagonale, est limitée aux îles, au Sud-Finistère, aux régions malouines, rennaises et nantaises.

Autant dire qu'EDF et le pouvoir colonial ont une excellente carte à jouer avec la Bretagne en incitant les ménages bretons à adopter le tout-électrique. On comprendra encore mieux qu'ils y trouvent leur compte lorsqu'on aura précisé que la politique française vise à augmen-

tion et de la consommation électrique. Seule issue, assurer toujours de nouvelles ventes pour poursuivre l'absurde perversité nucléaire. Tel est le but non avoué des nucléocrates en Bretagne.

que la politique française vise à augmenter au maximum la couverture énergétique de l'hexagone. De 45 % en 1985, celle-ci est espérée à 50 % pour 1990, il est prévisible que les limites en soient repoussées après cette date. Les moyens de cette politique: exporter de l'électricité, ce qui se fait au prix de 20 centimes en moyenne le KWh - soit à perte ! - et qui a rapporté en 1986 5,3 milliards de francs alors qu'EDF augmentait ses exportations. L'avantage estimé du nucléaire pour la France en terme de balance commerciale à l'horizon 1990 est de 40 milliards de francs, soit le chiffre d'affaire des industries agro-alimentaires bretonnes !

La boucle est bouclée, la France exportatrice à perte, pour les contribuables, invoque la non suffisance énergétique bretonne - ce qui est faux -, pousse la Bretagne à cette situation. Notre pays devra, une fois de plus, être sacrifié sur l'autel des intérêts français. Vieille rengaine n'est-ce pas ? Aux intérêts financiers du gros capital, à ceux du blason colonial, aux intérêts technologiques français qu'il faut stimuler, nous usons notre richesse et notre dynamisme.

Le projet Alter Breton avait, en son temps, démontré que la seule utilisation des énergies renouvelables pouvait être envisagée en Bretagne. Sans aller jusque là, une simple utilisation rationnelle des énergies fossiles suffirait à obtenir une satisfaction des besoins énergétiques bretons.

Sans donner pour autant dans l'écologisme "petite-fleur", la lutte contre le nucléaire français et sa présence en Bretagne relève d'une démarche économique et sociale lucide. Les intérêts collectifs du Peuple Breton sont en jeu.

Comme à Leimoniz, en Euskadi, le refus, sous toutes ses formes, du nucléaire en Bretagne doit être le catalyseur de la volonté d'indépendance énergétique bretonne, démarche qui ne saurait être complète sans son crottoire politique.

Face aux intérêts capitalistes et colonialistes de la nucléocratie française et à leurs méfaits, l'affirma-

tion du fait national breton doit donc devenir une réalité incontournable.



MUSCADET-GROS PLANT VINS ROUGES DU PAYS NANTAIS (GAMAY-VIN DE TABLE)
pour tout renseignement sur les conditions de dépôt, contactez :

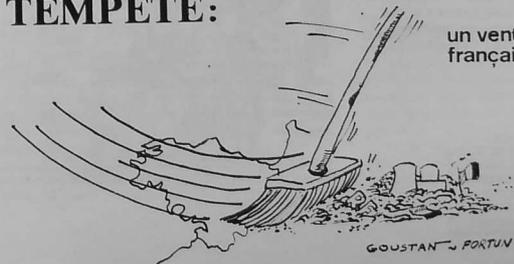
A. CORAUD
moulin Ste Catherine
44430 LA REMAUDIERE
Tél. : 40 33 72 41

NOTRE LUTTE

- le M.I.B. nac'h sentiñ a pour objectif l'INDEPENDANCE BRETONNE.
- il choisit comme principale démarche indépendantiste l'activisme non-violent, dont la désobéissance civile et militaire à la France.
- il se définit par ailleurs comme un mouvement proposant des analyses politico-économiques en rapport avec le projet d'INDEPENDANCE BRETONNE.
- le M.I.B. nac'h sentiñ est un mouvement progressiste ayant choisi comme démarche le FRONTISME (alliance temporaire des classes).
- le M.I.B. nac'h sentiñ ne se veut pas concurrent des autres organisations nationalistes bretonnes. Il désire, au contraire, une large union des BRETONS autour des thèses indépendantistes.

SI VOUS ETES D'ACCORD AVEC CES OBJECTIFS, REJOIGNEZ LE M.I.B. NAC'H SENTIN !

TEMPETE:





AR SPIER

Reflète des bienfaits de la présence française en Kanaky, cette décision du tribunal de Nouméa, celui-là même qui a acquitté les dix assassins de la tuerie de Hienghène :

un Kanak a été condamné à six mois de prison pour avoir volé, dans les entrepôts de la société CIDA, ... une pile électrique ! Certaines mauvaises langues prétendent qu'il y a là deux poids, deux mesures. Quelle honte !

Mais pourquoi donc la police française éprouve-t-elle le besoin d'opérer des rafles sans précédent en Euskadi pour n'obtenir, somme toute, que bien peu de résultats? Il suffit de lire notre bien aimé BIG BROTHER Ouest France pour découvrir le "contact" terroriste :

E.T.A.
DUBOIS René
Tél. 96.25.00.87

Merci la France ! Comment resté de glace devant ce formidable élan de générosité qui octroie 125 millions de francs à l'agriculture de Bretagne et de Normandie après la tempête ? Certes, les pertes s'élèvent à plusieurs MILLIARDS dont 100 millions pour la simple horticulture bretonne. La France est plus généreuse avec les zones sinistrées des autres pays européens, faut-il en conclure que, n'étant pas français, nous ne saurions pas prétendre à la fameuse "Solidarité Française" ?



Toujours dans Ouest France, cette petite annonce déconcertante. Va-t-on vers une fusion des ministères français de l'agriculture et de la justice? On comprendra, en tout cas, que le salaire soit motivant quand on aura remarqué où est située cette exploitation... coloniale !

L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE, Votre compétence

DEVENEZ INSTRUCTEUR TECHNIQUE

Adjoint direct du Chef d'Exploitation, vous aurez la responsabilité d'un cheptel de plus de 2 000 têtes (bovins, ovins, chevaux de selles) et du secteur grandes cultures.

Situé en Corse (près d'Aléria), l'exploitation couvre 700 Hectares.

Votre compétence professionnelle alliée à votre sens des Relations Humaines, vous permettra d'évoluer par concours interne.

Logement de fonction gratuit avec jardin. Salaire motivant.

Le poste est à pourvoir par concours.

Les candidats doivent posséder 5 ans d'activité professionnelle ou 3 ans si ils ont fréquenté, dans cette spécialité, un Etablissement d'Enseignement Technique.

Cloture des inscriptions le vendredi 20 novembre 87.

Renseignements et inscriptions :

par téléphone **16 11 42.86.97.25**

ou écrire s'adresser à **LE MINISTRE DE LA JUSTICE**
Direction de l'Administration Pénitentiaire
BP 610 - 75027 PARIS Cedex 01.

nuage toxique de nantes. . .



LAIT : EGALITE VARIABLE

Restitution de quotas morts par Bruxelles à la France : 150 000 tonnes. L'état français a, comme il se doit, redistribué cette quantité sur le territoire hexagonal. On aurait pu penser que la Bretagne n'était plus dominée par la France, puisque, de cette restitution, nous n'avions même pas reçu... une goutte !

Jusqu'au jour où c'est arrivé, la Loire Atlantique, l'un des tous premiers départements laitiers, avec beaucoup de jeunes bloqués dans leur projet d'installation, pensait qu'on allait, enfin !, pouvoir assurer l'avenir de ces jeunes et aider les exploitations en difficulté par un "plus" en lait, ... mais c'était se faire des illusions sur "l'égalité française" !

Sur ces 150 000 tonnes, la Loire Atlantique n'en a eu que 2 700 tonnes ! On sont donc passés les 147 300 tonnes restantes ? Les autres départements bretons ne sont guère mieux servis...

C'est l'Est de la France, le Nord - deux régions connues pour leur production laitière, n'est-ce pas ! -, et les zones de montagne qui ont eu le gros lot. Ne vous y trompez pas, cette redistribution là ne servira pas, ou peu, pour des installations de jeunes. Les chiffres le prouvent, on assiste, en France, à une augmentation de la quantité produite par travailleur depuis la mise en place des quotas ! En clair, les laiteries françaises font le forcing car elles manquent de lait !

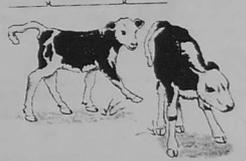
Ne trouvant pas de français candidat à l'installation, elles grossissent les quotas des producteurs existants, et, tandis qu'en Bretagne des centaines de jeunes ne peuvent pas s'installer, en France des producteurs passent de 100 000 l. de lait/an à ... 300 000, 400 000 l./an, voire plus.

L'énormité et l'illogisme de cet état de fait deviennent encore plus apparents quand on sait que, d'un point de vue purement économique, le lait des zones de montagne coûte très cher à la collectivité, car produit hors sol : du foin et beaucoup, beaucoup de concentrés ! Mais alors, pourquoi la France tient-elle tant au lait de montagne ?

La volonté française est, à l'origine, de maintenir un tissu agricole en montagne, afin que les agriculteurs puissent garder leur rôle dans l'entretien des campagnes. Et puis, ça fait mieux pour les skieurs. On a donc affaire à une agriculture-assistée ou agriculture sociale et écologique.

Mais ne soyons pas naïfs, les volumes importants qu'on leur demande de produire s'expliquent par la défense des intérêts céréaliers français : plus il y a de lait produit en montagne, plus il y a de céréales consommées, ça ça.

Là encore, la Bretagne subit la loi du lobby céréalier français, alors qu'économiquement, nous, bretons, produisons à moindre coût, car nous introduisons peu de concentrés dans l'alimentation des vaches laitières, ayant des fourrages hautement énergétiques.



Et les syndicats agricoles français là-dedans ? Les syndicats conservateurs (CMJA, FNSEA) se taisent, soumis qu'ils sont aux céréaliers français. Les syndicats "progressistes" (Confédération Paysanne de l'Ouest) se taisent aussi ! leur discours est particulièrement hypocrite : "il faut aider les zones défavorisées de montagne", alors que, dans les faits, ils savent pertinemment bien qu'économiquement, l'argument ne tient pas et que

la désertification commencée en 1918 a eu des résultats irréversibles (Cantal, Lozère, Corrèze, Haute-Savoie). Par contre, colonisés qu'ils sont, ou intégrés dans la politique politicienne française (?), ils oublient le Centre Bretagne qui, étant dans une zone agricole de pointe, pourrait être assez facilement redynamisé.

La position du M.I.B. nac'h sentiñ est claire, il faut un Syndicat Agricole National Breton, basé sur le pluralisme. Les intérêts des agriculteurs

bretons, l'avenir de l'agriculture bretonne, ne peuvent s'intégrer dans un combat global français. La Bretagne est trop spécifique, et surtout, la France a trop d'intérêts opposés aux nôtres, pour qu'on puisse se retrouver avec les agriculteurs français dans une même organisation syndicale, un même combat victorieux.

Créons donc un syndicat exclusivement breton et allons nous défendre nous même à Bruxelles !

L'AGRICULTURE BRETONNE CREVE DE LA FRANCE!



anciens numéros: 10 frs l'unité.

BIG BROTHER (once again!)

Nous avons tous appris par les revues françaises, le dynamisme économique quasi-légendaire de la Bretagne, sa volonté exportatrice exemplaire et autres stéréotypes qui tendent très souvent à occulter de gros problèmes.

Pour rester dans le domaine des clichés-cartes postales, après tout les vacances ne sont pas si éloignées, il est une spécialité que nous devrions plus fréquemment ajouter à nos productions laitières, et autres choux-fleurs, artichauts, crêpes, binious, gwenn-ha-du, bézédaches : le CIRAGE.

Pas seulement parcequ'une entreprise bretonne, "Le lion noir" a décroché il y a quelques années le marché chinois en la matière, mais surtout parce que nous avons tous remarqué dans les administrations, dans "nos" conseils d'élus en tous genres, des tas de petites unités productrices, dont la concurrence loin d'éliminer des candidats - Marx n'avait pas tout prévu - crée une émulation très saine...aux bottes françaises!

Dresser une liste, même incomplète, de ces serviteurs zélés, valets de lère et 2ème classe, prendrait probablement plus de place que notre pauvre bulletin ne saurait en supporter. Il en est toutefois qui servent d'exemples.

Nous considérons dans le précédent numéro le cas du BIG BROTHER Grand Ouest (France) qui ne serait pas ce qu'il est sans ses journalistes. Nous ne pouvions manquer de lui adjoindre à plus ou moins long terme son petit frère FR3 - pour faire plus breton, prononcer "ef-fertri" - et ses remarquables dirigeants.

Ne nous attardons pas sur le rôle médiatique de la station dans la partition bretonne - vous connaissez notre opinion sur la question - ni sur la médiocrité de son information ou l'excellence de sa désinformation (les journalistes de FR3 Bretagne ne semblent pas être de la même trempe que ceux de FR3 corse). Venons en plutôt au comportement notoire de ses nobles et intègres chevaliers de la "télévision régionale" envers les émissions de langue bretonne.

Premier épisode, le dimanche

1er mars 1987. Ce jour là, CHADENN AR VRO propose un débat d'une dizaine de minutes entre un élu UDB, un élu communiste et un représentant de STOURM AR BREZHONEG, sur le thème "Brezhoneg yezh ofisiel e Breizh". SCANDALE ! Le lendemain, Youenn GWERNIG, responsable de l'émission, est convoqué au palais directorial de M. Guguën. A Paris ça n'a pas plu (ils comprennent le Breton maintenant, ce qu'ils peuvent nous en cacher des choses tout de même!), alors encore une émission de ce genre et...



Deuxième épisode, début avril. Les émissions en langue bretonne, disons le clairement, ça nous em... (pas nous, FR3!). C'est vrai, quoi, les téléspectateurs bretons ne peuvent bénéficier comme les français de l'heure de propagande dominicale des CHIRAC, PASQUA, LEOTARD, JOSPIN, FABIUS et autres pontifes coloniaux pour cause de Chadenn ar Vro ! Ca fait séparatiste, vous ne trouvez pas?!

Alors on déplace, on sau-cissonne, une demie-heure le samedi soir - pour la Bretagne croupion uniquement - et une heure le dimanche midi.

Grève du personnel, manifestations diverses; peu importe, ça leur passera. Le dimanche 5 avril, comme prévu, la grève a lieu. Youenn GWERNIG se voit reconvoqué chez M. Lâchebotte - celtomane Artusien à ses heures - : "vous présentez l'émission programmée aujourd'hui, sinon, la porte!"

Troisième épisode, rentrée 1987. Nouvelle grille de programmes, de mieux en mieux. Pour déménager, ça déménage et ce n'est pas une célèbre moutarde! Youenn GWERNIG a cédé sa place de responsable pour redevenir simple producteur, il aura désormais la sécurité de l'emploi !

Le dimanche 13 septembre,

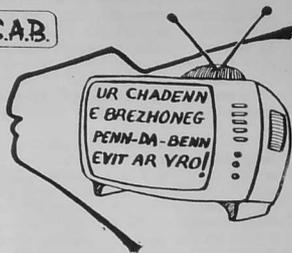
pendant "Chadenn ar Vro", interruption brusque et soudaine de la pièce qu'interprétait Strollad ar Vro Bagan, pour nous diffuser des images de Kanaky, où des files d'électeurs se bousculent aux urnes en toute liberté, égalité, fraternité. BIG BROTHER again !

Mais surtout, la demie-heure du samedi est placée de 12 h. à 12 h. 30 - heure de grande écoute n'est il pas - soit en même temps que l'émission ra-

diophonique sur onde moyenne, la seule qui puisse être captée par tous les bretonnants (rappelons que cette demie-heure télévisuelle n'est pas captée par les habitants du pays Nantais). Si ce n'est pas de la casse, ça y ressemble !

Le Breton, ça pue, ça coûte des sous, tout ça à une époque où en se battant pour construire le PAR (paysage audiovisuel régional) il faut survivre dans le PAF. Des baffes, oui !

S.A.B.



DIWAN-NAONED

Depuis la rentrée, Nantes a retrouvée son école DIWAN. Après plusieurs années d'interruption, douze enfants ont la possibilité de vivre, jouer et apprendre dans leur langue.

Outre le fait qu'elle est implantée en pays non-bretonnant, l'école de Nantes est particulièrement importante pour la Bretagne, et démontre par le fait la persistance du sentiment breton en pays Nantais, sentiment que la machine "Pays de la Loire" ne peut faire disparaître.

DALC'H MAD'!



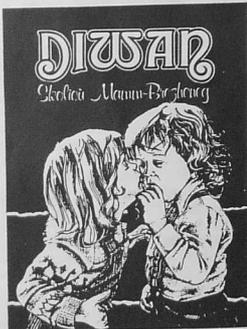
SKINGOM Z

Abaoe derou miz Here e c'heller selaou brezhoneg war gwagennoù ar skingomz lec'hel a Naoned : Alternantes FM (war 97,5 MHz).

Pep sul, etre 6e30 ha 7e30 noz e vo klevet keleier (eus Bro Naoned, Breizh a-bezh ha Keltia), sonerezh, ...hag e vo c'hoariet ivez.

Anv an abadenn nevez-se a zo "KANEVEDENN". Bez e c'hellit sikour tud an abadenn dre gas dezho kemennadennoù, enskrivadurioù a bep seurt h.a...da :

Strôllad Brezhonegerien Bro Naoned
3 straed Harouys
44000 NAONED
BREIZH



breizh - kanaky même combat

On s'en doutait plus ou moins malgré les grandes différences qui existent entre les situations bretonne et kanak. On s'en persuadera davantage suite aux récents remous autour de la CNCL et de l'émetteur RPCR illégal maintenu jusqu'après le référendum selon la très française conception de la justice et de l'équité d'information.

Ils furent, en effet, l'occasion d'apprendre qu'une partie des animateurs de la station "pirate" avait été formée à Radio Alouette, en Vendée.

Cette radio locale, propriété du sieur de Villiers, ex-ministre (de la communication !), et "paysdeloironne" par excellence, a la caractéristique de pouvoir être captée, de temps à autres, jusqu'à Loudéac (!), soit environ à 250 kilomètres de son lieu d'émission ! De là à y déceler une manœuvre politique, il n'y a qu'un pas que nous nous empressons de franchir.

Nous savions la Bretagne terrain d'expérimentation et de formation aux ethnologues en tous genres, aux exercices militaro-colonialistes (cf. Na'ch Sentiñ n°7), nous pouvions, désormais, y ajouter la désinformation d'exportation. En Kanaky, en Bretagne ou ailleurs, le colonialisme revêt toujours le même habit.

Nous laisserons toutefois le (bon) mot de la fin aux députés RPCR répondant à une déclaration de M. Chauty, maire de Nantes qui affirmait que l'indépendance de la Nouvelle Calédonie était inéluctable, que celle de la Bretagne l'était tout autant. Puissent tous ces chers élus du peuple avoir, pour une fois, raison !



PROCES

Dans la nuit du jeudi 6 août au vendredi 7, date anniversaire de la destruction du monument de la honte, Serj GOG-LIN et deux autres militants bretons (Hervé Barzic et Gwenola Blanchard) étaient interpellés en flagrant délit de blackage de panneaux routiers par la gendarmerie de Chateaubourg en Pays Rennais. Le procès s'est déroulé le 18 novembre dernier.

Serj GOG-LIN, qui avait participé à cette action de Stourm Ar Brezhoneg par solidarité avec la lutte pour l'officialisation de la Langue Bretonne, a été, à cette occasion, sujet à diverses menaces et mesures d'intimidation qui ne peuvent être qu'en rapport avec son rôle de responsable des relations internationales au sein du M.I.B. na'ch sentiñ. Ce fut, tout d'abord, une garde à vue de 14 h. accompagnée d'une perquisition de 45 mn. à son domicile, où les sbires de la France, sans doute mécontents de ne pas trouver de gouddon, confisquèrent des relevés d'adresses. Ce fut ensuite, Ouest France ayant publié l'adresse personnelle de notre militant - charmante attention -, la réception de menaces écrites peu sympathiques. C'est enfin, Serj étant fonctionnaire aux PTT, une enquête administrative, pouvant déboucher sur une sanction disciplinaire grave, engagée contre lui pour manquement à l'obligation de réserve.

Le procès, on s'en doute, fut à la hauteur de ces basses manœuvres. Le Procureur, fidèle représentant de la justice coloniale, commença par traiter nos compatriotes d'"étudiants atardés et agitateurs", ce qui n'est pas du meilleur goût ! Face aux arguments invoqués par la défense, Me TINIÈRE pour Serj et Me CHOUQU pour les autres, il ne trouva pas mieux que de se faire "plus royaliste que le roi", qu'on en juge par ces quelques mots : "la Langue Bretonne mérite mieux que cela... Je fais partie de ces Bretons excédés..."

BREVES

Alan CORAUD, Porte Parole du M.I.B. et seul témoin, s'attacha à faire ressortir l'extrême désintéressement des militants bretons, n'hésitant pas à faire des actions après une journée de travail, face aux diverses affaires mettant en cause la cupidité, la vénalité et la malversation de nombreux serviteurs, haut-placés, de l'état français.

Il faut noter, par ailleurs, que Hervé BARZIC ayant parfaitement montré sa détermination à s'exprimer en Breton devant le tribunal, ce jeune patriote sera jugé ultérieurement.



Après que le procureur ait réclamé une peine allant de quatre à six mois de prison et 5 000 F. d'amende, le juge renvoyait l'affaire en délibéré.

Un mois plus tard, le 17 décembre, devant un public où l'absence de tout militant ou responsable de S.A.B. a été remarquée, la Cour rendait son verdict : quatre mois de prison avec sursis, 1 500 F. de dommages et intérêts à la DDE, sans compter les 58 000 F. que doivent rembourser nos deux compatriotes, un total de 61 000 F. pour la France, qui peut, désormais, considérer le militantisme breton comme une sorte de nouveau loto.

Une fois de plus la justice a démontré son caractère colonial et la cohérence de son système oppressif, acquittant ici des assassins, condamnant ailleurs pour une déclaration (F. ORIACH) ou quelques malheureux panneaux noirs !

Après l'Indochine et l'Algérie, la France n'a toujours rien compris. Devons nous nous en chagriner ou bien y voir le signe que la Bretagne et les Bretons, malgré l'opinion actuellement de mise, sont toujours étrangers au sein d'un pays qui n'a jamais été, n'est pas et ne sera jamais le leur ?

- Notre camarade **Serj GOGLIN** n'est décidément pas bien vu par les valets du colonialisme français. Au début du mois d'octobre, quelque temps après avoir reçu des menaces, il a été "raflé" par plusieurs personnes alors qu'il rentrait chez lui. Ces personnes, qui se réclamaient de la police et circulaient dans une voiture immatriculée 75 (1), l'ont emmené sur le terrain d'une route en chantier près de Rennes. Pendant l'heure qu'a duré cette séquestration, Serj a été menacé à plusieurs reprises, particulièrement en ce qui concerne son travail. Avant de le libérer, ils ont promis de recommencer...

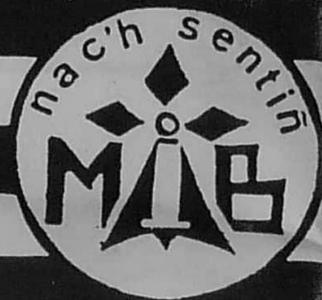
- **MARTINEZ DE LA FUENTE**, et peut être **LASA MITXELENA**, prisonnier politique basque incarcéré à Nantes, devrait passer prochainement en jugement et être extradé. Le M.I.B., qui s'élève contre la répression exercée par la France et l'Espagne à l'encontre des combattants de la lutte libération Nationale Basque, regrette que ces deux patriotes ne puissent se souvenir de la Bretagne que comme d'un lieu d'emprisonnement. Nous leur souhaitons, ainsi qu'à tous les militants d'Euskadi, de revenir visiter la Bretagne bientôt, et en hommes libres.

- Lors de sa réunion d'été, le bureau politique du M.I.B. a visité l'exploitation d'un éleveur du Pays Nantais. A cette occasion, le M.I.B. a réaffirmé la nécessité d'appliquer immédiatement un certain nombre de mesures concrètes pour sauvegarder l'Agriculture Bretonne. Les responsabilités au sein du bureau ont été redéfinies comme suit : Porte-Parole/A.CO-RAUD, Secrétaire/M.MOREAU, Trésorier/M.COARER, Relations Inter-nationales/S.GOGLIN, Relations Interceltiques/M.COARER.

Etudiants Rennais et Nantais cherchent contacts étudiants-lycéens nationalistes bretons ou sympathisants, sur l'ensemble de la Bretagne et dans l'émigration, en vue de créer un journal étudiants-lycéens.

contacter : **Christian DEMEURE**
49 av. de ROCHESTER
35700 RENNES

Tél. : 99.38.13.82



POUR LA BRETAGNE INDÉPENDANTE

stal m.i.b.

- affichettes (noir et blanc) :

John MACLEAN, Seamus COSTELLO,
James CONNOLLY, Bobby SANDS,
Christian LE BIHAN, Fransez
DEBAUVAIS.....5 F.

- press-book 1 et 2.....25 F.

- mémorandum sur l'insoumission
bretonne.....10 F.

- badges :

M.I.B. nac'h sentiñ.....5 F.
"INDEPENDANCE POUR LE PEUPLE
KANAK".....10 F.

- plaquette "LE MILITANT BRE-
TON FACE A LA REPRESSION
FRANCAISE.....15 F.

AU SOMMAIRE DU PROCHAIN NUMERO

- Le livre vert européen
- La Namibie
- l'actualité économique, culturelle
et politique de la Bretagne...

Comité de Rédaction

Naïg LE GOFF, Gwenole BLOUIN, Yann LALUYAUX,
Morvan COARER, Gilles FORTUN, Alan CORAUD.

Rédacteur en Chef

Morvan COARER.

Illustrations

Goustan, Ab Loen.

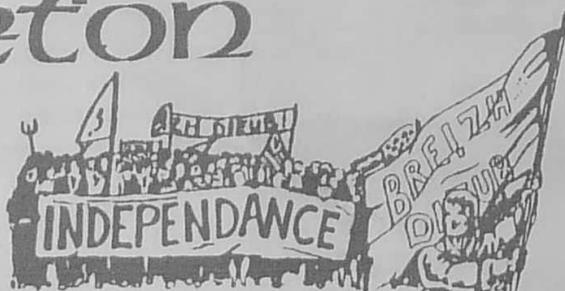
sauf mention contraire (Tribune Libre, Courrier
des Lecteurs, articles signés, communiqués) les
textes publiés sont écrits par les membres du
Comité de Rédaction.



mouvement indépendantiste Breton



mib
bp22
44430 le loroux b.
breizh



40-93-04-81
40-33-72-41
99-51-46-29